Le Maroc s'alignerait sur la moyenne mondiale cette année

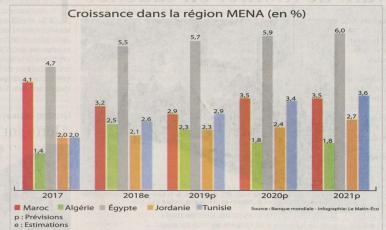
La croissance économique du Maroc ralentirait encore cette année, selon la Banque mondiale. Le pays se contenterait de 2,9%, après 4,1% en 2017 et 3,2% estimés pour 2018. Il s'alignerait ainsi sur la moyenne mondiale, mais serait un point au-dessus du taux attendu dans la région MENA.

Pas de croissance économique soutenue pour le Maroc cette année. Les différentes sources de prévisions économiques tablent, en effet, sur la poursuite du ralentissement du PIB marocain amorcé en 2018, après un relatif bon cru en 2017. La dernière prévision en date est celle de la Banque mondiale (BM) qui vient de rendre publiques ses perspectives économiques pour la région Moyen-Orient et Afrique du Nord (MENA) et toute l'économie mondiale.

Pour l'institution de Bretton Woods, le Maroc devra, en effet, se contenter en 2019 d'une croissance de 2,9%, après 4,1% en 2017 et 3,2% estimés pour l'année dernière. L'horizon devra, toutefois, se dégager les deux années ultérieures : +3,5% en 2020 et 2021, selon les estimations de la BM, mais sans retrouver le niveau de 2017.

Avec cette prévision pour 2019, la Banque mondiale s'aligne sur celle du Haut-commissariat au Plan qui table lui aussi sur 2,9% (prévisions de l'été dernier), soit moins que les pronostics de Bank Al-Maphrib (3,1%) et ceux du gouver n nement (3,2%). Et c'est le Centre marocain de conjoncture (CMC) qui est le plus optimiste, puisqu'il s'attend à une croissance de 3,6% cette année.

Le Maroc ne fait, toutefois, pas exception en matière de ralentissement économique. Le taux prévu par la BM pour le Royaume est, en effet, le même pour la



croissance économique mondiale dans son ensemble, puisqu'elle devrait fléchir cette année pour passer d'un de 3% en 2018 à 2,9% en 2019.

Le Maroc ferait même mieux que la région MENA qui enregistrerait une croissance de 1,9% cette année. Il deva être au même niveau de croissance que la Tunisie. Les deux pays maghrébins ont également pour point commun que la croissance sera tirée en 2019 notamment par les réformes entreprises et l'amélioration de l'activité touristique, selon l'analyse de la BM.

Le Royaume dépasserait des pays comme la Jordanie et l'Algérie (2,3% chacune). Ce dernier pays pâtirait de la diminution progressive des dépenses publiques, qui avaient connu une augmentation considérable l'année dernière. Par contre, le Maroc se placerait derrière l'Égypte (5,6%) qui reste sur lancée en termes de croissance, sous l'effet des réformes qui tendent à renforcer le climat des affaires et stimulent l'investissement et de l'amélioration de la consommation des ménages, selon la BM.

S'agissant des pays exportateurs de pétrole, ils devraient connaître une légère amélioration de la conjoncture économique cette année. Ainsi, la croissance dans les pays membres de la Caisse centale de garantie (CCG) atteindrait 2,6%, contre 2% en 2018. Ce niveau devrait augmenter davantage à la faveur d'un surcroit d'investissements et de la réforme des cadres réglementaires, à en croire la BM. Pour l'ensemble de la région MENA, la croissance sera favorisée par des facteurs intérieurs, tels que les réformes des poli-

La croissance du Maroc serait soutenue en 2019 notamment par les réformes entreprises et l'amélioration de l'activité touristique, selon la Banque

mondiale.

tiques publiques, ce qui contrebalancerait le ralentissement du commerce international et le durcissement des conditions de financement extérieur, estiment les économistes de la Banque mondiale.

Les prévisions de croissance pour la région reposent sur le double postulat que les tensions géopolitiques ne s'intensifient pas de façon considérable et que les conflits affectant certaines économies auront des répercussions limitées sur le reste de la région.

Parmi les autres risques qui guettent la croissance dans la zone MENA, selon la BM, figurent l'instabilité des prix du pétrole et le niveau élevé de la dette extérieure libellée en devises dans certains pays importateurs. Ceux-ci risqueraient de souffrir d'une forte appréciation du dollar. Au niveau mondial, la Banque mondiale a attribué sa prévision de l'inflexion de la croissance mondiale à l'affaiblissement du commerce et de l'investissement. En effet, les échanges commerciaux internationaux et l'activité manufacturière mondiale faiblissent, explique-t-elle, ajoutant que les tensions commerciales restent vives et les marchés financiers exercent de fortes pressions sur certains grands pays émergents. Ainsi, dans les économies avancées, la croissance devrait tomber à 2% cette année, selon les perspectives brossées par la BM. En même temps, souligne-t-elle, «le ralentissement de la demande extérieure. l'accroissement des charges d'emprunt et la persistance de l'incertitude en matière de politiques publiques devraient peser sur les perspectives des marchés émergents et des économies en développement». Dans ce groupe de pays, la croissance économique devrait rester stable cette année à 4,2%.

Lahcen Oudoud